

LES PIEGES DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE



CHAMBRE D'AGRICULTURE
Bas-Rhin

Strasbourg le 16/11/2009

Les "pièges" de l'enquête publique

Ecouter et dialoguer...



Peser le pour... et le contre...



Réfléchir et transcrire...



Strasbourg, le 16 novembre 2009
Conférence à la Chambre d'Agriculture

Réservé aux membres CNCE

Jean, Pierre CHAULET
Vice-président CCE/IDF

Préambule

L'Etat est responsable de la faute commise par un commissaire-enquêteur lors d'une enquête publique

Une délibération approuvant la révision d'un plan d'occupation des sols a été annulée au seul motif de l'irrégularité de la motivation de l'avis du commissaire-enquêteur. Les fautes ainsi commises par le commissaire-enquêteur engagent la responsabilité de l'Etat. L'Etat n'est pas fondé à invoquer une faute exonératoire qu'aurait commise la commune en prenant cette délibération illégale.

TA de Lyon 30 juin 2009

« Considérant que le fait, pour le commissaire-enquêteur, de s'être mépris sur l'objet de sa mission, et de ne pas avoir motivé son avis favorable dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, est constitutif d'une faute, qui présente un lien direct et certain avec l'annulation, par le tribunal de céans, de la délibération en date du 13 février 2001 approuvant la révision du plan d'occupation des sols; que cette faute est de nature à engager la responsabilité de l'Etat;

Considérant qu'eu égard à l'autonomie du commissaire-enquêteur par rapport au bénéficiaire du projet soumis à l'enquête publique, la commune de Péron ne disposait d'aucune possibilité d'intervention en vue d'éviter l'irrégularité de procédure à l'origine de l'annulation de la délibération du 13 février 2001; que, par suite, aucune faute exonératoire de la responsabilité de l'Etat ne peut être retenue à son encontre;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Etat doit être déclaré entièrement responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001;

.../...

Le tribunal décide:

Article 1: L'Etat est déclaré responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001.

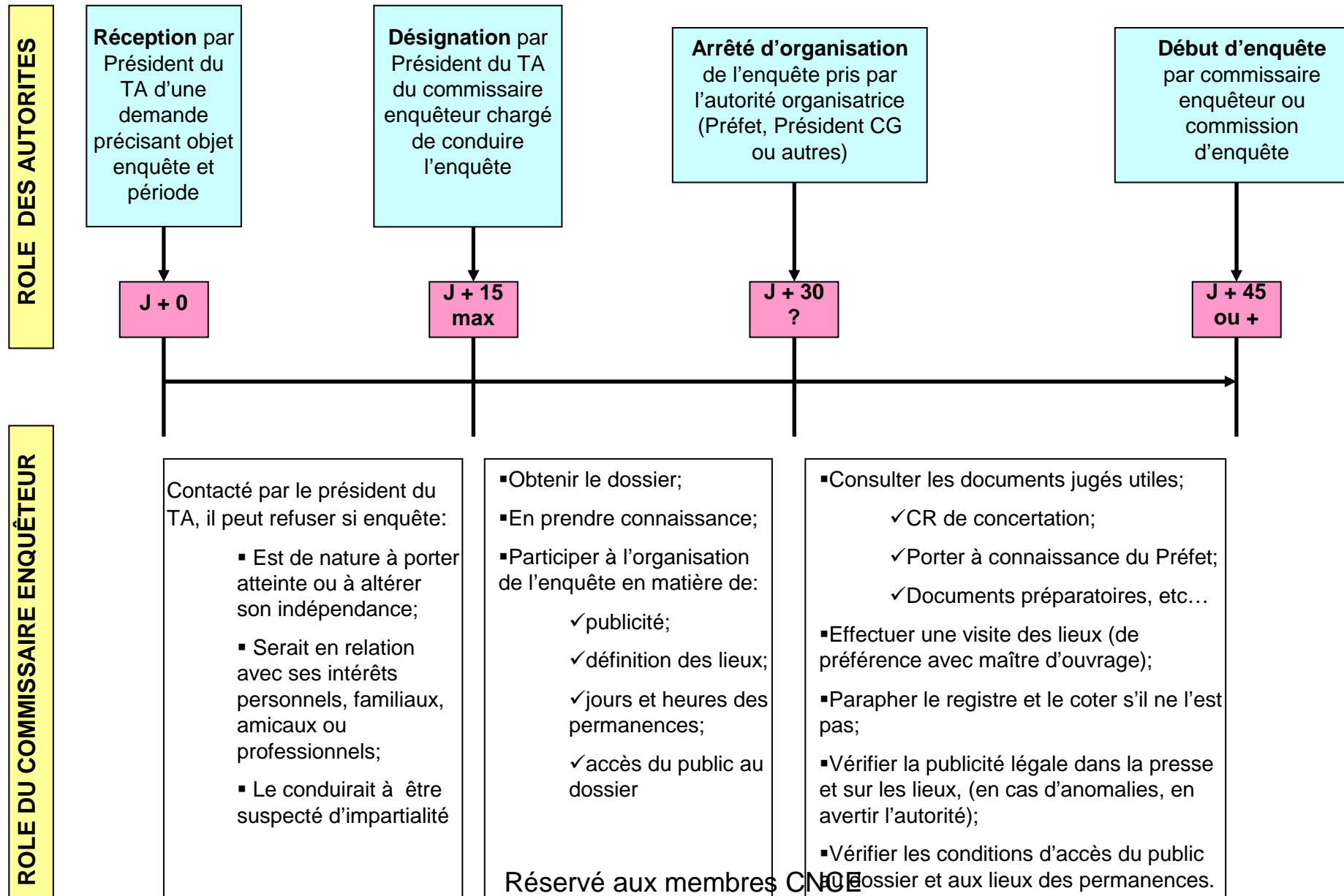
Article 2: L'Etat est condamné à verser à la commune de Péron une somme de 4656,78 € (quatre mille six cent cinquante-six euros et soixante-dix-huit centimes) en réparation de ses préjudices. »

Réservé aux membres CNCE

Schéma des délais relatifs à la conduite d'une enquête publique

1 – Avant l'ouverture de l'enquête

T1



Modalités de désignation des commissaires enquêteurs : Tableau récapitulatif simplifié

T2

Type d'enquête	Enquêtes prévues par le code de l'environnement (art. L123-1 et suivants), «enquêtes Bouchardeau» <i>(régime de désignation codifié article R11-14-3 code de l'expropriation)</i>	Enquêtes préalables à une Déclaration d'utilité publique <i>(en application de l'article 139 de la loi du 27 février 2002 qui a modifié l'article L 11-1 du code de l'expropriation dans le sens d'un alignement sur R11-14-3 pour les procédures Bouchardeau)</i>	Enquêtes préalables de droit commun <i>(régime de désignation codifié article R11-20 code de l'expropriation)</i>	Autres enquêtes <i>(textes spécifiques)</i>
Autorité compétente pour désigner le commissaire enquêteur	Président du tribunal administratif (ou membre du tribunal qu'il délègue à cet effet)	Président du tribunal administratif	Préfet	Préfet ou autres autorités (maire en matière de voirie communale, président du conseil général pour la voirie départementale)
Autorité compétente pour fixer le montant de l'indemnité due au commissaire enquêteur	Président du tribunal administratif	Président du tribunal administratif	Préfet	Préfet ou autres autorités (maire, président du conseil général...)

Réservé aux membres CNCE

Validation désignation du CE par un TA après la rédaction de l'arrêté

Cour administrative d'appel de Paris

N°00PA02764 00PA02875

Inédit au recueil Lebon

1E CHAMBRE

M. LEVASSEUR, rapporteur

Mme MASSIAS, commissaire du gouvernement

lecture du mardi 27 mars 2001

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

...(.) “Considérant que si, selon les dispositions précitées de l'article R.123-11 du code de l'urbanisme, la désignation du commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif est antérieure à l'intervention de l'arrêté du maire prescrivant l'enquête publique et si cet arrêté doit mentionner notamment les nom et qualité du commissaire enquêteur, toutefois, la circonstance que le président du tribunal administratif de Versailles, qui avait été saisi d'une demande en ce sens le 23 mars 1998, n'ait désigné le commissaire enquêteur que le 24 mars 1998 alors que l'arrêté prescrivant l'enquête publique était intervenu dès le 17 mars précédent **sans indiquer les nom et qualité dudit commissaire n'a eu d'effet ni sur cette désignation, ni sur l'accès du public au dossier, ni sur la détermination des lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recueillir ses observations à partir du 20 avril 1998, date du début de l'enquête ; qu'elle n'a donc pas entaché la procédure d'une irrégularité de nature à entraîner l'annulation du plan approuvé ;** que, par suite, la COMMUNE DE NOISY-LE-ROI est fondée à soutenir que c'est à tort que le tribunal administratif de Versailles a annulé, pour ce motif, la délibération de son conseil municipal, en date du 6 juillet 1998, approuvant son plan d'occupation des sols” ;

Réservé aux membres CNCE

Devoir d'indépendance et d'impartialité

Cour Administrative d'Appel de Versailles
N° 06VE00882
Inédit au recueil Lebon
5ème chambre
M. BELAVAL, président
M. Gildas DACRE-WRIGHT, rapporteur
M. DAVESNE, commissaire du gouvernement
CARBONNIER, avocat
lecture du vendredi 16 novembre 2007

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

... (...) “Considérant qu'il ressort des pièces du dossier **que le commissaire enquêteur désigné pour l'enquête publique du 21 mai 2001 au 13 juin 2001 avait exercé les fonctions de directeur de l'urbanisme** de la commune de Pavillons-sous-Bois de 1991 à 1996, période au cours de laquelle la réalisation d'une zone d'aménagement concerté et la construction d'un lycée pour le compte de cette commune avaient été confiées à la Sodedat 93 ; que la même personne, admise à la retraite en 1996, a été désignée pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur dans 35 enquêtes publiques qui se sont déroulées entre 1997 et 2001, dont deux seulement concernaient la Sodedat 93 ; **que ces faits, qui établissent que l'intéressé n'a jamais appartenu aux services de la commune de Noisy le Sec, ne démontrent pas qu'il a manqué à son devoir d'indépendance et d'impartialité dans la conduite de l'enquête publique précitée** et dans l'avis favorable qu'il a exprimé à l'issue de celle-ci, alors même qu'il avait émis des avis favorables dans les deux affaires concernant la Sodedat 93 et que le commissaire enquêteur intervenu dans l'enquête publique du 29 mars 1999 au 16 avril 1999 avait émis un avis défavorable quant à l'utilité publique de l'acquisition des parcelles des consorts X par la Sodedat 93” ;

Pression exercée sur le commissaire-enquêteur

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°116013
Inédit au recueil Lebon
7 /10 SSR
Vigouroux, rapporteur
Lasvignes, commissaire du gouvernement
lecture du mercredi 2 décembre 1992

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) “Considérant que la délibération en date du 28 novembre 1985 par laquelle le conseil municipal du Beny-Bocage a autorisé le maire à rappeler au commissaire enquêteur les choix de la commune sur la protection du massif forestier, n'avait pour objet que de faire connaître l'attachement de la commune à cet espace boisé ; qu'il ne résulte pas des pièces du dossier qu'une quelconque autre démarche ait été poursuivie par la commune ; **que cette délibération n'a pas constitué dans les circonstances de l'espèce, une pression exercée sur le commissaire-enquêteur ; que c'est, dès lors, que c'est à tort que le tribunal administratif s'est fondé sur le manque d'indépendance du commissaire-enquêteur pour annuler la totalité de la délibération du conseil municipal du Beny-Bocage du 30 janvier 1986 approuvant le plan d'occupation des sols de la commune**”;

Contrôle de l'opération : désignation du greffier en, chef

Cour administrative d'appel de Bordeaux

(Appel sur TA Ile de la Réunion)

N°01BX00110

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE - FORMATION A 3

M. CHOISSELET, président

M. Jean-Louis REY, rapporteur

M. CHEMIN, commissaire du gouvernement

BIZET, avocat

lecture du jeudi 3 novembre 2005

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) "Considérant qu'aux termes de l'article 9 du décret n°85-453 du 23 avril 1985 rendu applicable aux enquêtes publiques préalables aux révisions du plan d'occupation des sols par l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme alors en vigueur : « ... Ne peuvent être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur les personnes intéressées à l'opération soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis moins de cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête, ou au sein des associations concernées par cette opération. » ;

Considérant que le greffier en chef du tribunal administratif qui a été désigné comme commissaire enquêteur n'est pas susceptible, par ses fonctions, de participer au contrôle de l'opération soumise à enquête ; qu'ainsi il ne peut, pour ce seul motif, être regardé comme une personne intéressée au sens des dispositions précitées”;

Existence de liens politiques avec le commissaire-enquêteur

CAA Nancy, 1er mars 2004,
Société Cédilor,
req 99NC00932

« (...) que la société Cédilor ne saurait utilement prétendre que le soutien du député-maire d'Amnéville au président de la commission d'enquête n'a été que postérieur aux opérations d'enquête, que ce député-maire n'avait aucun intérêt à la réalisation du projet et que ce soutien ne suffisait pas à établir l'absence d'impartialité du président de la commission, alors que les premiers juges ont précisé, d'une part, la proximité des dates auxquelles le rapport a été remis au préfet et le soutien litigieux a été exprimé, soit respectivement les 23 et 25 février 1994, d'autre part, le caractère public de la prise de position du maire en faveur du projet, après avoir indiqué que le rapport d'enquête n'examinait que de manière particulièrement succincte les nombreuses observations hostiles au projet, ce qui constitue **un élément distinct des liens politiques unissant le maire et le président de la commission d'enquête, dont l'exactitude matérielle n'est pas utilement contestée par la société Cédilor** qui se borne à rappeler le contenu des conclusions de la commission d'enquête dépourvu de toute mention du contenu des observations défavorables ; que ni la circonstance que la commission d'enquête a accompli les autres aspects de sa mission avec sérieux, ni celle que l'enquête publique préalable à l'obtention du permis de construire, menée par un autre commissaire-enquêteur, n'a pas donné lieu à un avis défavorable ne sont de nature à remettre en cause l'appréciation à laquelle s'est livrée le tribunal administratif ; qu'il y a lieu, dès lors, d'écarter le moyen tiré de l'absence de partialité du président de la commission d'enquête par adoption des motifs contenus dans le jugement attaqué ; (...) »

Les liens politiques existants entre le président de la commission d'enquête et le maire de la commune où devait être implantée l'installation classée ont conduit le juge à annuler l'autorisation d'exploiter ladite installation classée (TA Strasbourg 4 mars 1999) - décision confirmée par la Cour administrative d'appel -

1) Profil requis du commissaire enquêteur pour enquête SDRIF

- ☐ avoir effectué un certain nombre d'enquêtes de PLU comme titulaire ;
- ☐ posséder aptitude à travailler en commission d'enquête ;
- ☐ respecter un certain ratio hommes/femmes ;
- ☐ couvrir la palette des 8 départements IdF ;
- ☐ maîtriser outils bureautique et Internet (ADSL) ;
- ☐ être disponible pour période considérée et posséder véhicule (élongations importantes)

2) Réflexions sur le choix des lieux de permanences

Bien faire la distinction entre les lieux de permanence et les lieux d'enquête.

Tous les lieux de permanence sont lieux d'enquête, mais tous les lieux d'enquête ne sont pas lieux de permanence.

S'agissant des lieux de permanences, il conviendra d'arrêter des critères indiscutables et opposables pour déterminer les lieux éligibles.

Ainsi si les lieux suivants paraissent indiscutables :

- le Conseil Régional d'Ile de France, siège de l'enquête ;
- les villes siège de communauté d'agglomération et de communautés de communes (# 101),
- les mairies des 20 arrondissements parisiens

soit environ **122** lieux de permanences.

Il conviendra d'être très prudent dans le choix des lieux de permanence supplémentaires, à savoir :

- les communes de plus de 50000 habitants ne figurant pas sur la liste ci-dessus (bon critère) ;
- les chefs lieux de cantons des territoires ruraux ne figurant pas sur la liste ci-dessus (à vérifier pour examiner si tous les cantons urbains y figurent !) ;
- certaines communes importantes au regard des enjeux régionaux d'aménagement ne figurant pas sur la liste ci-dessus (à condition de définir auparavant ces enjeux qui deviennent alors des critères discriminants)

Enquête pendant période de congés

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°225218
Inédit au Recueil Lebon
6 SS
M. Fanachi, Rapporteur
M. Seban, Commissaire du gouvernement
Lecture du 28 décembre 2001

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE Français

...(…) « Considérant que la circonstance que l'enquête publique **se serait déroulée juste avant une période de vacances scolaires est sans influence sur la régularité de la procédure suivie ; que si les requérants font valoir que l'ensemble des documents du dossier n'était pas tenu en permanence à la disposition du public, il ne ressort pas des pièces du dossier que la communication de ces documents aurait été impossible ou difficile**; que par suite, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que l'enquête se serait déroulée dans des conditions irrégulières... » ;

Enquête organisée durant l'été

Conseil d'État

statuant

au contentieux

N° 256511

Mentionné aux Tables du Recueil Lebon

6ème et 1ère sous-sections réunies

M. Bertrand Dacosta, Rapporteur

M. Guyomar, Commissaire du gouvernement

M. Stirn, Président

Lecture du 28 juillet 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

... (...) « Considérant, en troisième lieu, que si l'enquête publique a été organisée durant la période des vacances d'été, du 9 juillet au 7 septembre 2001, sa durée a été largement supérieure à la durée minimale d'un mois fixée par l'article L. 123-7 du code de l'environnement ; qu'elle a été en outre précédée et accompagnée d'une large information du public ; que la commission d'enquête a pu ainsi, à bon droit estimer qu'il était inutile de prolonger l'enquête et d'organiser une réunion spécifique ; que, par suite, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la population concernée n'a pas été mise à même de s'exprimer ; »

Paraphe registre après ouverture enquête

Cour administrative d'appel de Paris

N°99PA03701

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE - FORMATION A

M. JANNIN, président

Mme Marie-Christine GIRAUDON, rapporteur

M. HEU, commissaire du gouvernement

DISTEL, avocat

lecture du jeudi 13 mai 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« (...) Considérant, en quatrième lieu, qu'aux termes de l'article R. 141-8 : Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire-enquêteur ; **que la circonstance que les huit premiers feuillets du registre, qui était dûment coté, n'ont été paraphés que six jours après le début de l'enquête n'a pas été de nature à entacher d'irrégularité ladite enquête ; »**

Registre non paraphé

Cour administrative d'appel de Nantes

N°98NT02230

Inédit au recueil Lebon

2E CHAMBRE

Mme STEFANSKI, rapporteur

M. LALAUZE, commissaire du gouvernement

lecture du mardi 28 mai 2002

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« (...) que la circonstance que le registre d'enquête n'ait pas été paraphé par le commissaire enquêteur ne saurait être de nature, par elle-même, à vicier la procédure suivie en l'espèce, dès lors qu'il n'est pas établi, ni même d'ailleurs allégué, que ledit registre présenterait des pages manquantes ou ne comporterait pas toutes les observations formulées; »

Observations pré rédigées sur feuilles distinctes du registre

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°160451
Inédit au recueil Lebon
10 / 7 SSR
M. Rousselle, rapporteur
M. Combrexelle, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 17 novembre 1995

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « Considérant qu'aux termes de l'article R. 11-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : "Le préfet désigne par arrêté un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête dont il nomme le président. Les membres de la commission d'enquête sont en nombre impair. Le même arrêté précise : 1°) L'objet de l'enquête, la date à laquelle la celle-ci sera ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à quinze jours. 2°) Les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur, le président de la commission d'enquête ou l'un des membres de celle-ci" ; **que si certaines personnes ont déposé dans les communes de Vernègues, Alleins et Lambesc des observations pré-rédigées sur des feuilles distinctes des registres, de tels faits, qui ne sont pas contraires aux dispositions de l'article R. 11-8 du même code, lequel autorise les intéressés à adresser par écrit leurs observations qui sont annexées au registre, n'ont pas entaché d'irrégularité la procédure d'enquête ; »**

Observations non consignées directement sur registre

Conseil d'Etat

statuant

au contentieux

N°107456

Mentionné dans les tables du recueil Lebon

6 / 2 SSR

M. Combarous, président

M. Piveteau, rapporteur

M. du Marais, commissaire du gouvernement

lecture du vendredi 10 juin 1994

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « Considérant qu'aux termes de l'article R.11-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : "Le préfet désigne par arrêté les heures et lieux où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet. Ce registre à feuillets non mobiles est coté et paraphé par le commissaire-enquêteur ..." ; qu'il ressort des pièces du dossier que, par un arrêté en date du 27 octobre 1987, le préfet du Pas-de-Calais a prescrit l'ouverture d'un registre aux fins de réaliser l'enquête publique relative à l'extension du parcours de golf d'Olhain ; **que si les observations sur l'utilité publique n'ont pas été consignées directement par les intéressés sur le registre d'enquête qui ne comportait que deux feuillets non mobiles cotés et paraphés, mais annexées audit registre, les noms et adresses des auteurs de ces observations, ainsi que leur signature figurent sur le registre ; que, dans les circonstances de l'espèce, et alors qu'il ne résulte pas de l'instruction, et qu'il n'est d'ailleurs pas allégué, que la totalité des observations présentées au cours de l'enquête n'auraient pas été fidèlement enregistrées, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la procédure d'enquête serait entachée d'irrégularité »**

Réservé aux membres CNCE

Registre coté et paraphé par l'adjoint au maire

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°84240
Inédit au recueil Lebon
5 / 3 SSR
Salat-Baroux, rapporteur
Daël, commissaire du gouvernement
lecture du lundi 22 mars 1993

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « Considérant qu'en vertu de l'article R. 11-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'arrêté par lequel le préfet prescrit une enquête d'utilité publique précise "2° Les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur, le président de la commission d'enquête ou l'un des membres de celle-ci" ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le registre d'enquête ne comportait que des feuillets non mobiles ; que le fait qu'il ait été coté et paraphé par l'adjoint au maire de Saint-Chamond et non par le président de la commission d'enquête ou l'un des membre de celle-ci est sans influence sur la régularité de l'enquête, dès lors qu'aucune irrégularité n'a été alléguée dans la tenue du registre ;»

Registre complété par feuillets mobiles non paraphés par commissaire-enquêteur

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N° 51183 55429
Publié au recueil Lebon
1 / 4 SSR
M. Coudurier, président
M. Fraisse, rapporteur
Mme de Clausade, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 20 mai 1988

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le registre d'enquête ouvert par la mairie et comportant 16 pages sur des feuillets non mobiles, **a été complété par des feuilles mobiles non paraphées préalablement par le commissaire-enquêteur, où celui-ci a enregistré les observations complémentaires et qu'il a annexées au registre ; qu'ainsi, les requérants sont fondés à soutenir que l'enquête d'utilité publique s'est déroulée dans des conditions irrégulières, et à demander l'annulation du décret**(...) »

...(...) Article 1er : **Le décret** du 7 avril 1983 déclarant d'utilité publique les acquisitions et les travaux à entreprendre par la commune de Bruges en vue de la réalisation d'un ensemble de 135 logements à caractère social, **et l'arrêté** en date du 11 août 1983 par lequel le commissaire de la République de la Gironde a déclaré cessibles les parcelles que la commune de Bruges est autorisée à acquérir en vue de la réalisation de l'ensemble immobilier prévu par le décret précité **sont annulés.** »

Une feuille double peut constituer un registre

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°14114

Mentionné dans les tables du recueil Lebon
4 / 1 SSR

M. Gazier, président
M. Dulong, rapporteur
Mlle Laroque, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 1 octobre 1982

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « CONSIDERANT QU'EN L'ABSENCE DE TOUTE PRESCRIPTION REGLEMENTAIRE CONTRAIRE, UNE FEUILLE
DOUBLE D'UN SEUL TENANT PEUT CONSTITUER UN REGISTRE A FEUILLETS NON MOBILES ... »

Les critères de la concertation

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

statuant au contentieux

N° 04LY00675

Inédit au Recueil Lebon

1ère Chambre - formation à 5

M. Gérard FONTBONNE, Rapporteur

M. BESSON, Commissaire du gouvernement

M. VIALATTE, Président

GAUCHER

Lecture du 6 avril 2006

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « que toutefois la seule possibilité ouverte aux intéressés de consigner leurs remarques sur un registre **en l'absence de réunion publique, de permanences tenues par des représentants de la municipalité, ou de tout autre mode de communication permettant des échanges de vues, ne peut être regardée comme ayant réalisé une concertation** ; que, de surcroît la mise à disposition du dossier a donné lieu à une publicité limitée n'ayant notamment été annoncée, ni dans le bulletin municipal d'information, ni dans la presse locale ; que par suite, l'ensemble des modalités retenues ne peut, eu égard à l'importance que revêt l'élaboration du plan local d'urbanisme, même dans une commune de taille limitée, et alors même qu'aucune question particulière d'urbanisme ne serait apparue comme faisant débat dans la population, être regardée comme répondant aux exigences des articles L. 123-6 et L. 300-2 précités du code de l'urbanisme ... »

L'avis des PPA (Personnes Publiques Associées)

Cour Administrative d'Appel de Nantes
N° 07NT02246
Inédit au recueil Lebon
2ème Chambre
M. DUPUY, président
M. Roger-Christian DUPUY, rapporteur
M. ARTUS, commissaire du gouvernement
LE MAPPIAN, avocat
lecture du mardi 19 février 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) «Considérant qu'il ressort des pièces complémentaires produites pour la première fois en appel, que le dossier soumis à l'enquête publique par le maire de Saint-Etienne-du-Bois comportait un fascicule intitulé **“avis des personnes publiques et autres personnes associées”** comprenant, outre les avis émis par lesdites personnes publiques, la mention des avis réputés favorables en l'absence de réponse des personnes publiques ou des autres personnes associées consultées ; qu'ainsi, les dispositions dudit article L. 123-10 n'ont pas été méconnues »

L'absence de pièce d'évaluation financière

CAA Lyon,
14 mai 2002,
Mme Magnin et autres, n°00 LY 01997

« (...) Considérant que les travaux prévus sur la RN 504 à hauteur de la commune de Virignin pour un montant prévisionnel de 100 millions de francs, et déclarés d'utilité publique par l'arrêté attaqué, (...) qu'il n'est pas contesté par le ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement que cet aménagement, destiné à améliorer les liaisons entre la France et l'Italie par le tunnel du Fréjus, est d'un coût supérieur au montant de 545 millions de francs fixé par l'article 2 du décret précité du 17 juillet 1984 ; qu'ainsi, et alors même qu'il se décomposait en plusieurs opérations distinctes, le projet de réaménagement de la RN 504 entre Ambérieu-en-Bugey et Chambéry devait être regardé comme un grand projet d'infrastructure routière au sens des dispositions précitées de la loi du 30 décembre 1982 et du décret du 17 juillet 1984 ; qu'il est constant qu'après l'adoption définitive du projet le 30 octobre 1987, les premières tranches de cet aménagement, constituées par les déviations de Belley et d'Ambérieu, ont été mises en service en 1988, après l'entrée en application du décret susvisé du 17 juillet 1984 ; **que, cependant, il n'est pas contesté que l'évaluation prescrite par les dispositions des articles 4 et 5 du décret du 17 juillet 1984 n'a pas été jointe au dossier soumis à l'enquête publique ni avant la première tranche de travaux ni avant l'enquête qui, pour les travaux correspondant à la déviation de Virignin, s'est déroulée du 7 septembre au 7 octobre 1998 ; que, par suite, les requérants sont fondés à soutenir que la procédure a été irrégulière et que l'arrêté du préfet de l'Ain en date du 9 juillet 1999 les déclarant d'utilité publique est entaché d'illégalité pour ce motif (...).** »

Evaluation du coût total de l'opération

CAA Lyon, 4 juillet 2003,
Association Comité de défense des coteaux de Moirans,
M. et Mme Boisserand,
n°98 LY 01212 et 98 LY 01228

« (...) Considérant que dans le dossier soumis à l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 mai au 17 juin 1993, préalablement à l'arrêté susmentionné du préfet de l'Isère en date du 11 février 1994, l'estimation des dépenses a été faite sur la base des prix estimés en novembre 1987, sans qu'il fut tenu compte ni de l'évolution du coût prévisible de l'opération entre 1987 et 1993, ni du coût effectif des travaux déjà en grande partie réalisés à la suite de la première déclaration d'utilité publique et dont l'association Comité de défense des coteaux de Moirans soutient sans être contestée qu'il avait largement dépassé les prévisions ; **qu'ainsi ce dossier qui ne permettait pas de connaître le coût total de l'opération, tel qu'il pouvait être raisonnablement apprécié à l'époque de l'enquête, ne répondait pas aux prescriptions de l'article R. 11-3 précité du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; que, par suite, l'arrêté portant déclaration d'utilité publique est intervenu sur une procédure irrégulière (...).** »

Certificat d'affichage du maire non probant

CAA Bordeaux,
3 novembre 2005,
Commune de Pont-du-Casse,
Req. n° 028BX00222.

...() « Considérant que pour justifier de l'accomplissement de la publication par voie d'affiches de l'avis d'ouverture de l'enquête publique, la commune se prévaut d'un certificat du maire établi le x mai 1999 ; **qu'un tel certificat ne peut cependant avoir pour effet de justifier, par anticipation, de la réalité d'un affichage qui n'a débuté que dix jours plus tard ; qu'en l'absence de certificat probant, la commune ne justifie pas de la réalité de l'affichage de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans les conditions imposées par l'article R.11-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique précité que cette irrégularité est de nature à entacher d'illégalité l'acte déclaratif d'utilité publique (...).** »

Un simple affichage en mairie est insuffisant

CAA Nantes, 14 mars 2006,

Commune de Haute-Goulaine, ministre des Transports, de l'Equipeement, du Tourisme et de la Mer,

Req, n° 04NT00593

...() « Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article R.123-11 du Code de l'urbanisme, un avis portant à la connaissance du public les indications que le maire est tenu de faire figurer dans son arrêté soumettant à enquête publique le plan d'occupation des sols rendu public est publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les huit premiers jours de celle-ci. Il est publié par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé dans la ou les communes concernées ;

Considérant que s'il est constant que l'avis du maire de Haute-Goulaine prévu à l'article R.123-11 précité a été publié dans deux journaux locaux conformément aux dispositions précitées, il n'a donné lieu qu'à un affichage en mairie et à une communication intermittente au moyen d'un panneau électronique ; qu'un tel affichage, limité aux modalités ainsi utilisées, ne saurait, eu égard à l'importance de la population communale s'établissant à près de 5 000 habitants et à sa dissémination sur un territoire de 20 km², tenir lieu de la publication par voie d'affiches exigée par l'article précité du code ; qu'ainsi, nonobstant la circonstance que la commune de Haute-Goulaine ne s'était pas dotée d'un dispositif d'affichage recouvrant l'ensemble du territoire communal et que l'avis d'enquête avait fait l'objet de plusieurs insertions au bulletin municipal, la procédure de révision du POS communal a été conduite dans des conditions irrégulières qui entachent d'illégalité la délibération du 12 juillet 2000 »

Publication dans un des journaux moins de 8 jours avant début enquête

CAA Bordeaux,
21 novembre 2005, Mme X,
Req. n° 058BX00260.

...() « Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que l'enquête publique relative au projet d'expropriation poursuivi par la commune de Cambon d'Albi a commencé le 10 avril 2002 ; **que la publication de l'avis d'enquête dans l'un des deux journaux locaux a eu lieu seulement le 5 avril 2002, soit moins de huit jours avant le début de ladite enquête ; qu'ainsi les dispositions précitées de l'article R.11-4 du Code de l'expropriation n'ont pas été respectées ; que, dès lors, l'arrêté déclaratif d'utilité publique du 28 août 2002 est intervenu à la suite d'une procédure irrégulière (...).** »

Affichage avis d'enquête seulement la veille du début d'enquête d'ou procédure entachée d'irrégularité

CM Nantes, 30 juin 2006,
M. Jean-Jacques X,
Req. n° 04NT01488..

...() « Considérant qu'il ressort des pièces du dossier et n'est pas contesté que l'arrêté du 20 mars 2002, rectifié le 4 avril suivant, par lequel le maire de Corbeilles--en-Gâtinais a prescrit une enquête publique sur le projet de modification du plan d'occupation des sols commune **a fait l'objet d'un affichage en mairie le 8 avril 2002, soit la veille de l'ouverture de l'enquête dont le délai courait du 9 avril au 10 mai 2002 ; qu'ainsi, le délai minimal d'affichage de quinze jours prescrit préalablement à l'ouverture de l'enquête par les dispositions précitées de l'article 12 du décret du 23 avril 1985, afin d'informer le public et, notamment, la population locale, suffisamment tôt à l'avance, n'a pas été respecté ; que, dans ces conditions, quand bien même les autres formalités de publicité requises par les dispositions précitées avaient eu lieu, et alors que le commissaire-enquêteur a relevé, dans ses conclusions, que le projet soumis à l'enquête avait suscité un faible nombre d'observations, la procédure de modification du plan d'occupation des sols doit être regardée comme entachée d'irrégularité sur ce point (..,)** »

Avis initiaux publiés moins de 15 jours avant le début de l'enquête

Cour Administrative d'Appel de Versailles
N°05VE00208
Inédit au recueil Lebon
2ème Chambre
Mme MARTIN, président
Mme Corinne SIGNERIN-ICRE, rapporteur
M. PELLISSIER, commissaire du gouvernement
GENTILHOMME, avocat
lecture du jeudi 16 novembre 2006
REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « En ce qui concerne l'exception d'illégalité du plan d'occupation des sols :
« (...) qu'il ressort des pièces du dossier que l'enquête concernant la révision du plan d'occupation des sols de SOISY-SOUS-MONTMORENCY s'est déroulée du 28 mai au 30 juin 1999 et que des avis ont été publiés les 21 et 28 mai dans le quotidien « Le Parisien » et les 19 et 26 mai dans « L'écho régional » ; **que si les avis initiaux ont ainsi été publiés moins de quinze jours avant le début de l'enquête et si seul l'un des avis de rappel a été publié dans le délai prescrit, il ressort toutefois des pièces du dossier que, dans les circonstances de l'espèce, eu égard au délai séparant les premières publications du début de l'enquête et alors, qu'en dépit de la portée relativement limitée de la révision projetée, 282 personnes sont venues consulter le dossier, le commissaire enquêteur ayant recueilli une vingtaine d'observations, cette méconnaissance des dispositions sus rappelées ne peut être regardée comme ayant eu pour effet de priver le public des garanties que lui confère la réglementation ; que, dès lors, en l'absence de méconnaissance d'une formalité substantielle, le moyen tiré de l'irrégularité de la publicité donnée à l'enquête publique doit être écarté ; »**

Réservé aux membres CNCE

Validation enquête malgré carence affichage sur les lieux et à proximité immédiate

Cour Administrative d'Appel de Marseille
N°02MA00388
Inédit au recueil Lebon
1ère chambre - formation à 3
M. ROUSTAN, président
Mme Isabelle BUCCAFURRI, rapporteur
M. CHERRIER, commissaire du gouvernement
STEMMER, avocat
lecture du jeudi 11 janvier 2007

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« (...) Considérant que, s'il est constant **que l'affichage de l'avis d'enquête n'a pas été effectué sur le domaine de Valcros et à proximité immédiate alors qu'il constituait « un lieu concerné par l'enquête » au sens des dispositions précitées, cette carence n'a pas été de nature à entacher d'irrégularité l'enquête publique dès lors qu'il ressort des pièces du dossier que la publicité de l'avis d'enquête a été, par ailleurs assurée, par un affichage en mairie, par des insertions dans les journaux locaux et que l'enquête publique a donné lieu à un nombre important d'observations recueillies par le commissaire enquêteur, au nombre de 137, dont notamment celles des propriétaires du Domaine de Valcros ; »**

Validation enquête malgré carence affichage sur voies d'accès de la carrière et voisinage installation envisagée

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N° 156270 156543
Publié au recueil Lebon
6 / 2 SSR
M. Groux, président
M. Lerche, rapporteur
M. Lamy, commissaire du gouvernement
SCP Nicolay, de Lanouvelle, Avocat, avocats
lecture du mercredi 18 décembre 1996

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « En ce qui concerne le moyen tiré du défaut d'affichage de l'avis d'enquête sur les voies d'accès au chantier et dans le voisinage de l'installation :

« Considérant (...) que l'enquête a été précédée d'un important effort d'information des élus locaux et de la population par le moyen de réunions avec les conseils municipaux, de réunions ouvertes au public, de communiqués de presse et de brochures diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires ; qu'aux dires mêmes des associations qui contestent le projet, la population a répondu "massivement" à l'enquête publique au cours de laquelle, dans les communes concernées, plus de 4 000 personnes ont fait connaître leur avis ; **que, par suite, le fait que les formalités d'affichage sur les voies d'accès au chantier de la carrière et au voisinage de l'installation envisagée, prescrites, elles aussi, par les articles précités des décrets des 21 septembre 1977 et le 20 décembre 1979, modifiés, n'ont pas été effectuées, ne peut être regardé comme ayant constitué, dans les circonstances de l'espèce, un vice de forme substantiel de nature à entacher d'irrégularité l'ensemble de la procédure ; »**

Réservé aux membres CNCE

Formalités d'affichage non effectuées sur lieux installation projetée (élevage)

Cour Administrative d'Appel de Bordeaux
N°06BX01509
Inédit au recueil Lebon
5ème chambre (formation à 3)
M. DE MALAFOSSE, président
Mme Florence REY-GABRIAC, rapporteur
M. POUZOULET, commissaire du gouvernement
SCP DANIEL PICOTIN, avocat
lecture du lundi 8 septembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la demande d'extension de son élevage présentée par l'EARL a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 25 février au 28 mars 2002 ; que les avis d'enquête ont été affichés dans les journaux locaux et affichés en mairie, dans les délais et conditions prescrits par la loi ; que l'enquête a été précédée d'une information des élus locaux et de la population par le moyen de réunions avec les conseils municipaux et de réunions ouvertes au public ; qu'il y a eu une forte participation du public à cette enquête ; **que, par suite, le fait que les formalités d'affichage n'aient pas été effectuées sur les lieux mêmes de l'installation projetée, au lieu-dit La Grimauderie, ne peut être regardé comme ayant constitué, dans les circonstances de l'espèce, un vice de forme substantiel de nature à entacher d'irrégularité l'ensemble de la procédure ; »**

Insuffisance affichage infirmée par le rapport de la commission d'enquête

Cour Administrative d'Appel de Marseille
N°04MA00653
Inédit au recueil Lebon
6ème chambre - formation à 3
Mme FAVIER, président
Mme Sylvie CAROTENUTO, rapporteur
Melle JOSSET, commissaire du gouvernement
MARGALL, avocat
lecture du lundi 30 juillet 2007

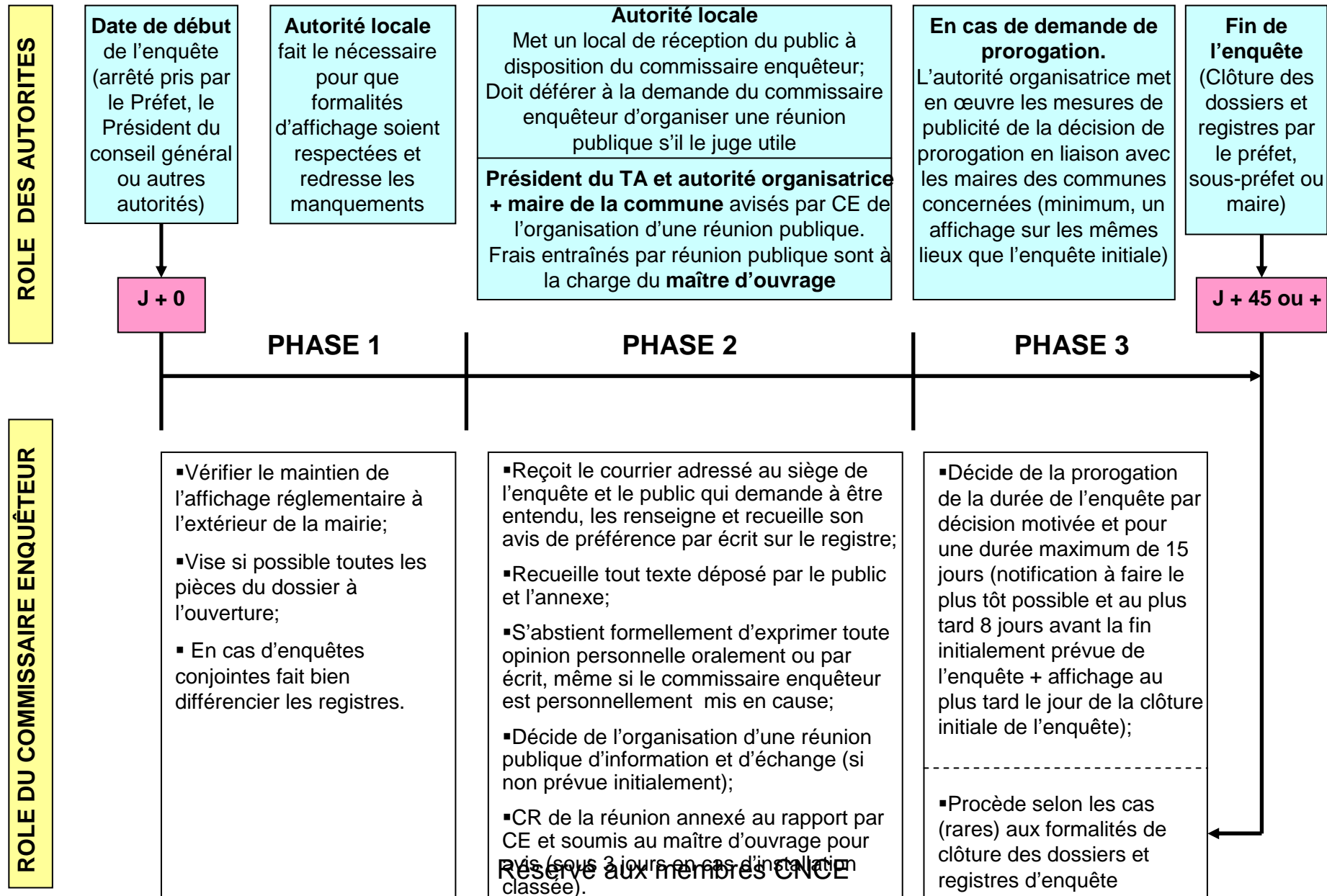
REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « Considérant, en cinquième lieu, que s'il est allégué de l'insuffisance de l'affichage de l'avis d'enquête publique, **il ressort notamment du rapport de la commission d'enquête, que celui-ci a été effectué de façon satisfaisante en de nombreux points ; que l'avis d'enquête a été publié dans deux journaux régionaux et par voie d'affiches ; que la circonstance qu'il ait été affiché dans une cour de la mairie de Nîmes, au demeurant accessible au public, ne suffit pas à établir que les formalités d'affichage aient été globalement insuffisantes ; »**

Schéma des délais relatifs à la conduite d'une enquête publique

2 – Pendant le déroulement de l'enquête

T4



Absence de l'annexion au registre d'enquête d'une pétition

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°158595
Mentionné dans les tables du recueil Lebon
8 / 9 SSR
M. Groux, président
M. Lamy, rapporteur
M. Bachelier, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 21 juin 1996

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « Considérant que, ni les articles R. 141-8 et R. 141-9 du même code de la voirie routière, qui prévoient, respectivement, que les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet, coté et paraphé par le commissaire enquêteur et que, à l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur, **aucune autre disposition, ne faisaient obligation à M. Vincenti, commissaire enquêteur, d'annexer au registre d'enquête la pétition signée par 631 habitants de la COMMUNE DE FUVEAU, hostiles au projet de déclassement d'un tronçon de 162 m2 de la rue du 14 juillet, destiné à servir de terrain d'assiette à de nouveaux bâtiments scolaires ; qu'ainsi le tribunal administratif de Marseille s'est à tort fondé, pour annuler la délibération du 5 février 1993 du conseil municipal de Fuveau qui a approuvé ce déclassement, sur le défaut d'annexion au registre d'enquête de la pétition ci-dessus mentionnée ; »**

Réservé aux membres CNCE

Référence : 2005277.4 (conseil) ; Séance du 21 juillet 2005

Demande de : maire de Châtillon ;

Objet - modalités de communication des documents d'urbanisme (plan local d'urbanisme, permis de construire), possibilité pour tout demandeur de photographier ces documents.

Sens de l'avis : FAVORABLE; Motivation :

Avis : La commission d'accès aux documents administratifs a examiné, dans sa séance du 2 juillet 2005, votre demande de conseil, relative aux modalités de communication des documents d'urbanisme (plan local d'urbanisme) ou des autorisations individuelles (permis de construire...) - et notamment à la possibilité de les photographier.

La commission a d'abord rappelé que l'ensemble des documents d'urbanisme et des autorisations individuelles de construire revêt le caractère de documents administratifs, communicables en application de la loi, du 17 juillet 1978 à toute personne qui en ferait la demande.

Ensuite, c'est au demandeur que revient en dernier ressort le choix du mode de communication d'un document, dès lors que l'article 4 de la loi du 17 juillet 1978 dispose que le droit d'accès s'exerce, selon le souhait de l'intéressé, soit par consultation gratuite sur: place -sauf si les impératifs de conservation du document s'y opposent - soit par délivrance d'une copie sur papier ou sur un support informatique identique à celui utilisé par l'administration. Si le demandeur opte pour une communication sous forme de copies, des frais de reproduction peuvent lui être facturés, sans que ceux-ci puissent excéder le coût réel supporté par l'administration. Un arrêté du Premier ministre du 1er octobre 2001 prévoit à cet égard que le montant des frais de copie d'un document administratif peut être fixé au maximum à 0,18 euro par page de format A4 en impression noir et blanc, 1,83 euro pour une disquette et 2,75 euro pour un cédérom. Le surcroît de travail du secrétariat ne peut être facturé.

S'agissant, en revanche, de la question de la légalité de **l'utilisation d'un appareil photographique par les intéressés, à l'occasion: de la consultation sur place des documents demandés, la commission n'a pu que constater qu'une telle faculté n'était ni prévue, ni exclue par la loi du 17 juillet 1978 et qu'il vous revient donc de décider si elle est compatible avec le bon fonctionnement des services, sachant qu'aucune disposition législative ou réglementaire ni aucun principe ne s'y oppose formellement.**

Réservé aux membres CNCE

Non obligation pour le commissaire-enquêteur d'organiser une réunion publique

Cour administrative d'appel de Bordeaux
N°02BX02599
Inédit au recueil Lebon
1ERE CHAMBRE - FORMATION A 3
M. REY, président
Mme Marianne HARDY, rapporteur
M. CHEMIN, commissaire du gouvernement
SYMCHOWICZ & WEISSBERG, avocat
lecture du jeudi 29 juin 2006

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

..(...) « Considérant que le président de la commission d'enquête n'était pas tenu d'organiser la réunion publique mentionnée à l'article R.11-14-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique »;

Clôture du registre par le commissaire-enquêteur et non par le maire

Conseil d'Etat

statuant

au contentieux

N°05536

Publié au recueil Lebon

SECTION

M. Heumann, président

M. Leulmi, rapporteur

M. Dondoux, commissaire du gouvernement

lecture du vendredi 29 juin 1979

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

..(...) « QUE LA CIRCONSTANCE QUE LE REGISTRE D'ENQUETE A ETE CLOS PAR LE COMMISSAIRE-ENQUETEUR ET NON PAR LE MAIRE AINSI QUE LE PREVOIT L'ARTICLE 19 DU DECRET DU 6 JUIN 1959 N'ETAIT PAS, PAR ELLE MEME, DE NATURE A VICIER LA PROCEDURE SUIVIE, ALORS QU'IL N'EST PAS ALLEGUE QUE LEDIT REGISTRE D'ENQUETE AIT COMPORTE DES IRREGULARITES ; »

Remplacement d'un registre d'enquête à la suite de sa disparition

Cour administrative d'appel de Paris

N°96PA02808 96PA02812

Inédit au recueil Lebon

1E CHAMBRE

Mme HELMLINGER, rapporteur

M. BARBILLON, commissaire du gouvernement

lecture du jeudi 16 septembre 1999

REPUBLIQUE FRANCAISE

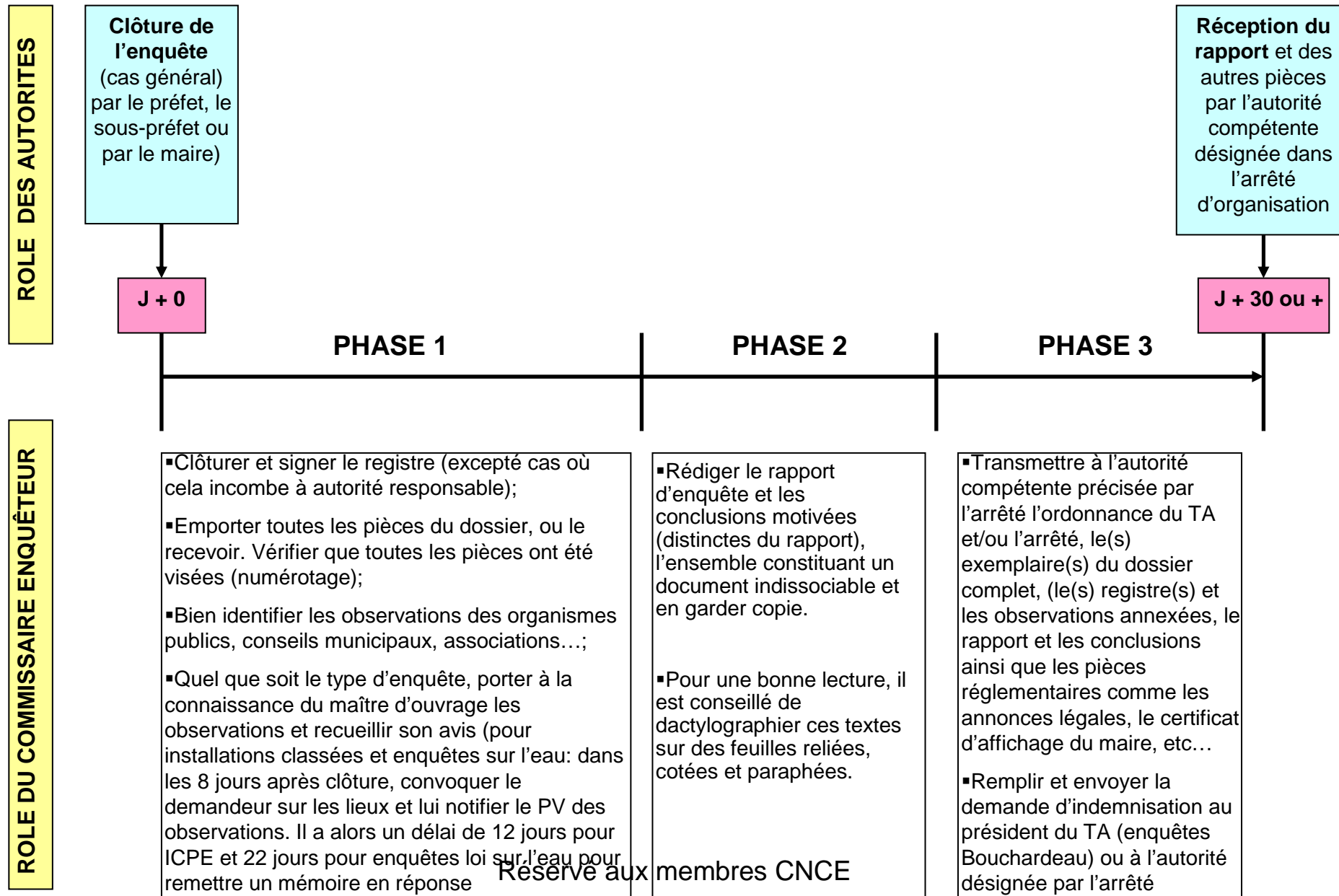
AU NOM DU PEUPLE Français

..(...) « que la commune des Ulis n'établit pas que le remplacement, à la suite de sa disparition, d'un registre, dans la commune de Villejust, a été de nature à influencer l'avis émis par la commission »;

Schéma des délais relatifs à la conduite d'une enquête publique

3 – Après le déroulement de l'enquête

T6



Non examen de 6000 pétitions

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°14601
Publié au recueil Lebon
1 / 4 SSR
M. Ducoux, président
M. Belaval, rapporteur
M. Dondoux, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 14 novembre 1980

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) « CONSIDERANT QU'IL N'EST PAS CONTESTE QU'ENVIRON 6 000 PETITIONS ONT ETE ADRESSEES PAR L'ASSOCIATION DES RIVERAINS DE L'AERODROME DE SISTERON-THEZE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR DANS LE DELAI PREVU A L'ARTICLE R. 11-8 PRECITE DU CODE DE L'EXPROPRIATION ; **QU'IL RESSORT DES PIECES DU DOSSIER QUE CES PETITIONS N'ONT PAS ETE ANNEXEES AU REGISTRE D'ENQUETE ET QUE LE COMMISSAIRE ENQUETEUR N'EN A MEME PAS MENTIONNE L'EXISTENCE ; QUE LA CIRCONSTANCE QU'UNE PARTIE DES PETITIONNAIRES NE RESIDAIT PAS DANS LE DEPARTEMENT N'ETAIT PAS DE NATURE A DISPENSER LE COMMISSAIRE ENQUETEUR DE L'EXAMEN PREVU PAR L'ARTICLE R. 11-10 DU CODE DE L'EXPROPRIATION PRECITE ; QUE, PAR SUITE, L'ARRETE EN DATE DU 29 DECEMBRE 1976 DU PREFET DES ALPES DE HAUTE PROVENCE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'AERODROME DE SISTERON-THEZE A ETE PRIS SUR UNE PROCEDURE IRRÉGULIERE (...) »**

Non examen de l'ensemble des observations

Cour administrative d'appel de Lyon

N° 03LY01009

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE - FORMATION A 5

M. CHABANOL, président

M. Gérard FONTBONNE, rapporteur

M. BOUCHER, commissaire du gouvernement

GUIN, avocat

lecture du mardi 27 avril 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) «Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que **le commissaire enquêteur, qui a analysé l'ensemble des observations présentées par des particuliers, a refusé de le faire en ce qui concerne les deux seules observations d'ordre général qui avaient été présentées par deux associations, estimant d'une part que l'une de ces associations n'avait pas à intervenir dans le débat et d'autre part, au prix d'ailleurs d'une présentation caricaturale de ces observations, qu'il n'avait pas à se prononcer sur les questions qu'elles soulevaient, et qui pourtant n'étaient pas inopérantes ; que dans ces conditions la COMMUNE DES VANS n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que par le jugement attaqué, le tribunal administratif a estimé que l'avis du commissaire-enquêteur était empreint de partialité et entachait d'illégalité la procédure d'élaboration des POS litigieux (...)** »

Non examen de l'observation sur laquelle il convenait de se prononcer

Cour administrative d'appel de Nancy
lecture du 17 novembre 2005
SCEA Freyermuth
Req n°01NC00722

...(…) «Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que l'enquête publique diligentée en vue de (...) a donné lieu à une observation consignée au registre qui a d'ailleurs été la seule émise en l'espèce, par laquelle la société requérante conteste d'inclusion de la ferme dite de la Malassise dans le périmètre de protection rapproché du captage de la commune ; **que le commissaire-enquêteur a expressément refusé de répondre à cette observation estimant qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur les limites du périmètre de protection ; que cependant, eu égard à l'objet sus rappelé de la déclaration d'utilité publique, la délimitation du périmètre de protection rapproché constituait en l'espèce l'un des points sur lesquels le commissaire enquêteur devait nécessairement exprimer son avis ...)** »

Non prise en compte des contre propositions non portées sur registre d'enquête

Tribunal Administratif de Fort de France
lecture du 28 septembre 2006
Assaupamar
Req n°06101

...(…) «Considérant que l'Assaupamar soulève notamment le moyen tiré de ce que le commissaire-enquêteur n'a pas mentionné ses observations ; **que s'il ressort des pièces du dossier que le commissaire-enquêteur a analysé les observations portées, l'association requérante établit avoir formulé des contre-propositions qui n'ont pas été portées sur le registre d'enquête par le commissaire-enquêteur, en méconnaissance de l'article L.123-10 du Code de l'Environnement ; qu'une telle irrégularité présente un caractère substantiel...(....) »**

Conclusions motivées : avis personnel du commissaire-enquêteur

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

N°06LY01386

Inédit au recueil Lebon

1ère chambre - formation à 3

M. BEZARD, président

M. Jean-Pascal CHENEVEY, rapporteur

M. BESSON, commissaire du gouvernement

SCP HUGLO LEPAGE & ASSOCIES ; SCP HUGLO LEPAGE & ASSOCIES ; SCP HUGLO LEPAGE & ASSOCIES,
avocat

lecture du mardi 4 novembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) «Considérant que...(...) : « Le commissaire enquêteur (...) rédige, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation » ; **que, si ces dispositions n'impliquent pas que le commissaire enquêteur soit tenu de répondre à chacune des observations présentées lors de l'enquête, elles l'obligent à indiquer, au moins sommairement, en donnant son avis personnel, les raisons qui déterminent le sens de cet avis ;** **Considérant qu'en se bornant à indiquer qu'il donnait un avis favorable au projet** compte tenu de l'absence de tout motif s'y opposant et de la volonté de la SOCIETE VICAT d'exploiter le site dans le respect de l'environnement et des dispositions applicables, **le commissaire enquêteur**, qui a été saisi, notamment par l'association Bouvesse environnement, d'objections circonstanciées au projet, **a insuffisamment motivé son avis ; que les dispositions précitées ont par suite été méconnues ;»**

Réservé aux membres CNCE

Conclusions séparées

Cour Administrative d'Appel de Nancy

N° 08NC00005

Inédit au recueil Lebon

1ère chambre - formation à 3

M. le Prés GILTARD, président

M. Olivier COUVERT-CASTERA, rapporteur

Mme STEINMETZ-SCHIES, commissaire du gouvernement

SOCIÉTÉ D'AVOCATS M & R, avocat

lecture du jeudi 18 décembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « que, par suite, et alors même que le commissaire enquêteur a omis, contrairement à ce qu'exige l'article 20 du décret du 23 avril 1985, de présenter ses conclusions motivées dans « un document séparé », c'est à tort que, pour annuler la délibération adoptée le 3 mars 2005 par le conseil municipal de la COMMUNE D'ESCHERANGE, le Tribunal administratif de Strasbourg s'est notamment fondé sur ce que cette délibération était intervenue à l'issue d'une procédure entachée d'irrégularité en raison de l'absence de motivation des conclusions du commissaire enquêteur ;»

Requalification de l'avis du commissaire-enquêteur

Conseil d'État statuant au contentieux

N° 230432

Inédit au Recueil Lebon

M. Chantepy, Rapporteur

*M. Piveteau, Commissaire du gouvernement

M. Stirn, Président

DE NERVO

Lecture du 3 novembre 2003

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

...(...) «qu'il ressort des énonciations non contestées de l'arrêt attaqué que le commissaire-enquêteur avait mis comme condition, qu'il qualifiait de draconienne et irréversible, à l'avis favorable qu'il rendait sur le projet de plan d'occupation des sols révisé de la commune, l'exclusion de toute construction de logements dans la zone dite Saint-Lazare ; **qu'après avoir, par une appréciation souveraine, estimé que la délibération du conseil municipal approuvant le plan d'occupation des sols révisé de la commune n'avait, en limitant les constructions de logements dans cette zone, que partiellement pris en compte cette réserve, la cour administrative n'a pas commis d'erreur de droit en regardant l'avis du commissaire-enquêteur comme défavorable au classement de cette zone en zone III NA et en faisant, par suite, application des dispositions précitées de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1983 ; »**

Conséquences du sursis à exécution

Cour administrative d'appel de Nantes

N°98NT00429

Inédit au recueil Lebon

2E CHAMBRE

M. COËNT, rapporteur

M. LALAUZE, commissaire du gouvernement

lecture du mardi 18 juin 2002

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

...(...) «Considérant que la requête (...) est dirigée contre le jugement du 29 janvier 1998 par lequel le Tribunal administratif de Rennes a rejeté la demande de ces mêmes associations, tendant à ce **qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêté du 16 septembre 1997 du préfet d'Ille-et-Vilaine** autorisant M. Daniel X... à exploiter un poulailler de 9 000 dindes (ou équivalents) sur le territoire de la commune de Paimpont (Ille-et-Vilaine) ; que lesdites associations demandent, en conséquence, à la Cour de prononcer le sursis à exécution de cet arrêté ; (...)

Considérant, qu'en l'état de l'instruction, le moyen invoqué par les associations requérantes à l'appui de leurs conclusions en annulation dirigées contre l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1997 et tiré de la méconnaissance de l'article 2-5° du décret du 21 septembre 1977 susvisé **qui exige la mention des capacités financières de l'exploitant au dossier de la demande d'autorisation d'une installation classée, paraît en l'espèce, en l'absence d'indications suffisantes figurant à l'appui de cette demande et notamment dans l'étude d'impact à laquelle il est fait référence, sérieux et de nature à entraîner l'annulation de cet arrêté ;** qu'il s'ensuit que les associations requérantes sont fondées à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution de ce même arrêté ; qu'il y a lieu, dès lors, dans les circonstances de l'affaire, d'annuler ce jugement et de faire droit aux conclusions des associations requérantes tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêté du 16 septembre 1997 du préfet d'Ille-et-Vilaine ;»

Réservé aux membres CNCE

Délibération du conseil municipal après avis défavorable

Cour administrative d'appel de Bordeaux
N°02BX02548
Inédit au recueil Lebon
6EME CHAMBRE (FORMATION A 3)
M. ZAPATA, président
Mme Marlène ROCA, rapporteur
M. VALEINS, commissaire du gouvernement
SCP TAILHADES - JAMOT, avocat
lecture du mardi 27 juin 2006

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

..(...) Considérant qu'aux termes de l'article L. 141-4 du code de la voirie routière : « lorsque les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables, le conseil municipal peut passer outre par une délibération motivée » ; **que la délibération litigieuse, après avoir fait mention de l'avis défavorable émis par le commissaire enquêteur sur le projet, précise qu'il a été tenu compte de l'observation émise par ce dernier, qu'une réunion de concertation, dont le procès-verbal est annexé à la délibération, a eu lieu avec les riverains et les opposants au projet en présence des représentants de la direction départementale de l'équipement et du géomètre de la commune et que des dispositifs de sécurité demandés par les riverains ont été mis en place ; qu'ainsi elle doit être regardée comme motivée au sens de l'article L. 141-4 précité ;**

Nouvelle enquête favorable après avis défavorable sur même dossier d'enquête

Cour administrative d'appel de Lyon

N°95LY01310

Mentionné dans les tables du recueil Lebon

1E CHAMBRE

M. Lavoignat, président

M. Merloz, rapporteur

M. Gailleton, commissaire du gouvernement

lecture du jeudi 3 octobre 1996

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

...(…) « Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, qu'au vu de **l'avis défavorable émis par le commissaire-enquêteur à l'issue d'une première enquête publique portant sur le projet précité**, le conseil municipal de la Salle-Les-Alpes a adopté une délibération, en date du 7 mai 1993, ordonnant la réalisation, par un autre commissaire-enquêteur, **d'une nouvelle enquête publique portant sur un projet identique et ayant abouti à un avis favorable de celui-ci, alors que la première enquête était régulière et suffisante et qu'aucune circonstance de fait ou de droit nouvelle n'avait rendu indispensable une nouvelle enquête ; que, dans ces conditions, l'arrêté attaqué doit être regardé comme ayant été pris à la suite d'un avis défavorable du commissaire-enquêteur ;** qu'ainsi, le moyen tiré par le syndicat requérant de ce que le Préfet des Hautes Alpes n'était pas compétent pour prendre ledit arrêté paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier son annulation ; qu'il s'ensuit que le syndicat des copropriétaires du chalet "Perce-Neige" est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution de cet arrêté (...) » ;